



**La République arabe d'Égypte**

**Discours du Chef de Délégation égyptienne  
Dr. Maya Morsy  
Présidente du Conseil National des Femmes**

**Séance :  
Présentation du rapport de la République arabe d'Égypte  
sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre  
Des articles de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de  
discrimination à l'égard des femmes  
« CEDEF »  
(Genève - 26 octobre 2021)**

Mesdames et Messieurs,  
Membres de l'auguste comité,

Je voudrais exprimer ma joie aujourd'hui de présenter le rapport de l'Égypte après une absence de plus de dix ans, au cours desquels le pays connaissait de nombreux événements et évolutions politique, sociale et économique. Je confirme que ma présentation est complémentaire à ce qui a été indiqué dans le rapport et aux réponses que nous avons fournies aux questions posées à l'Égypte.

### Auguste comité

L'Égypte a connu la révolution du 25 janvier 2011, puis une année sombre du régime des Frères musulmans, au cours de laquelle les acquis des femmes ont été reculés, et le pourcentage de leur représentation au Parlement a diminué à 2% après avoir atteint 12% avant la révolution. Des demandes ont été déposées au Parlement d'amender les lois sur le statut personnel, avec notamment l'abolition de la loi sur le khul' (à savoir le droit de la femme de divorcer elle-même), l'abaissement de l'âge de la garde d'enfants de 15 à 7 ans, l'abaissement de l'âge du mariage, l'abolition de la loi sur les mutilations génitales féminines. Des tendances ont émergé pour isoler les femmes des postes de direction et d'exécution. En outre, l'histoire de la lutte des femmes égyptiennes a été occultée des programmes scolaires.

Cette période a également connu l'adoption de la Constitution de 2012, qui a constitué un recul majeur des droits de la femme égyptienne et qui ne traitait la femme que de la perspective de la famille, et non en tant que partenaire de la société, et ce à travers un seul article. En plus, la seule juge de la Cour constitutionnelle suprême a été exclue, et c'est le droit usurpé que la femme a retrouvé en décembre 2020 en nommant une juge à la Cour constitutionnelle suprême.

Il est à noter que l'immeuble du Conseil National des Femmes était complètement en feu lors des événements de la révolution de janvier 2011. Cependant, le conseil a pu prendre les choses en main et continuer son œuvre jusqu'à sa reconstitution en 2012 pour faire face à un défi plus grand pendant le régime des Frères musulmans, qui l'ont combattu de toutes leurs forces en lançant des campagnes délibérées de diffamation pour l'intimider et l'empêcher de défendre les droits des femmes et d'exprimer leurs espoirs.

Ensuite, a survenu la révolution du 30 juin 2013 où les femmes avaient un rôle pionnier et ont prouvé qu'elles représentaient la principale et première ligne de

défense de leurs droits. La constitution de 2014 a été adoptée et comprenait plus de 20 articles réglementant les questions de citoyenneté, d'égalité, de criminalisation de la violence et de non-discrimination.

## Auguste comité

L'année 2016 a connu la restructuration du Conseil National des Femmes, incluant pour la première fois une représentation des femmes handicapées, rurales et des jeunes.

Je me tiens à présent devant vous, avec fierté, en tant que troisième et plus jeune présidente élue du Conseil National des Femmes, pour assurer que ce dernier, en vertu de la constitution et de la loi, est devenu un mécanisme national avec une présence forte et active. Une loi réglementant ses travaux a été promulguée en 2018 le rendant ainsi un conseil national indépendant dont la présidente a rang de ministre. En tant que plus haute autorité exécutive en Égypte, il rend compte directement au président de la République des rapports ainsi qu'au gouvernement et au deux chambres du parlement.

Le nombre de femmes bénéficiaires de ses activités a passé de 393 mille bénéficiaires en 2014 à plus de 28 millions en 2020. Le budget qui lui a été alloué a presque quintuplé.

## Auguste comité

Le gouvernement égyptien comprend une structure centrale et une autre locale qui comptent à leur tour 264 unités et départements publics pour atteindre l'égalité des chances pour l'autonomisation des femmes dans tous les ministères, leurs organes affiliés et leurs directions dans 27 gouvernorats.

## Auguste comité

En juin 2014, une nouvelle ère a commencé avec l'accession du Président Abdel Fattah El-Sisi à la présidence et une volonté politique consciente et claire respectant et valorisant les femmes, avec la conviction que leur autonomisation est un devoir national et un droit humain inhérent. Cela s'est incarné dans un précédent historique en déclarant l'an 2017 « Année pour les Femmes égyptiennes ». « La Stratégie

nationale pour l'autonomisation des femmes égyptiennes 2030 » a été lancée dans le cadre des objectifs de développement durable, conformément à la vision de l'Égypte 2030, et dans un cadre participatif avec toutes les parties concernées et la société civile. Les Nations Unies ont annoncé que l'Égypte est le premier État au monde à lancer sa stratégie nationale dans le cadre des objectifs de développement durable.

Parallèlement, l'« Observatoire des Femmes égyptiennes » a été créé en tant qu'observatoire indépendant pour assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie à travers l'application précise et continue des mécanismes de suivi et d'évaluation.

### Auguste comité

La Stratégie nationale pour les droits de l'homme a été récemment lancée, et les femmes y constituent un axe principal, ce qui est conforme aux objectifs de la Stratégie nationale pour l'autonomisation des femmes égyptiennes 2030.

En ce qui concerne la planification prenant en compte les besoins des femmes égyptiennes, une revue nationale de ses statistiques a été menée pour fixer des priorités et produire des données précises. Le Ministère de la Planification et du Développement économique a élaboré le premier guide de suivi pour la planification sensible aux besoins des femmes. En plus, l'Égypte a commencé à mettre en œuvre la budgétisation participative.

Les allocations directement liées aux femmes dans le budget général de l'État ont doublé cette année. À titre d'exemple, dans le cadre des programmes de santé, elles ont atteint 202 millions de livres égyptiennes (LE), 19 milliards LE pour la protection sociale, 179,3 millions LE pour l'assurance maladie des femmes chefs de famille, 1837 milliards LE à consacrer aux services fournis aux femmes et aux hommes sans discrimination, et dont la moitié est destinée aux femmes, et enfin 2,9 milliards LE pour les femmes dans le plan de développement de la famille qui sera lancé prochainement.

Les soldes de microfinance ont augmenté pour atteindre 9 milliards LE, à un taux de 11%. Le pourcentage de femmes en bénéficiant a atteint 62%, tandis que 4,3 milliards LE de prêts ont été accordés aux femmes entrepreneurs au cours des deux dernières années.

## Auguste comité

Les droits constitutionnels des femmes se sont traduits en lois, stratégies, programmes exécutifs et un quota constitutionnel garantissant la présence de 25 % de femmes au Parlement, 25 % dans les conseils locaux, 10 % au Sénat et une représentation tangible dans les conseils d'administration d'entreprises financières et du secteur bancaire.

Parallèlement, plusieurs campagnes ont été lancées, visant l'autonomisation des femmes et leur protection contre toutes les formes de violence, la lutte contre les délits informatiques, leur déplacement sécurisé, la sensibilisation à leurs droits et aux services qui leur sont fournis par l'État, ainsi que l'intégration des hommes et des jeunes, dont la campagne « Al-Taa Al Marbouta ser Qowatek » (La T féminine est le secret de ta force), qui a réussi à atteindre 135 millions d'appels et des campagnes de porte-à-porte qui ont réalisé 42 million de visites. Le « code de déontologie des femmes dans les médias » a été lancé, et un observatoire des médias a été créé pour suivre sa mise en œuvre.

Pendant la pandémie du virus Corona, un programme a été adopté pour sensibiliser à ses dangers, en plus du développement de systèmes de référence et de hotlines pour fournir un soutien économique et psychologique et des campagnes de sensibilisation électroniques. En outre, des campagnes de lutte contre la cybercriminalité ont été lancées en partenariat avec Facebook et Instagram.

Le Comité national de coordination pour la lutte et la prévention de l'immigration clandestine et de la traite des êtres humains a été créé, et dirigé par une femme. Les premiers foyers pour victimes de la traite des êtres humains ont été créés en plus des lignes qui ont été mises en place pour signaler ces crimes. Une campagne présidentielle a été lancée par le Ministère de l'Immigration pour sensibiliser aux dangers de l'immigration illégale. Des chambres criminelles spécialisées ont été créés pour ces délits au sein des cours d'appel au niveau de la République.

Une étude sérieuse est également menée sur les problèmes liés aux conditions des employées de maison, et la mise en place de cadres légitimes et juridiques pour leur protection. Un projet de contrat de travail est également présenté pour améliorer les conditions des travailleuses dans ce secteur. L'Égypte est le premier État arabe à lancer une enquête sur "le coût économique de la violence à l'égard des femmes en Égypte".

Pendant la pandémie du virus Corona, plusieurs sondages d'opinion pour les femmes égyptiennes ont été lancés sur le virus Corona et ses conséquences sur la famille. Lesdits sondages ont commencé en avril 2020 et leurs résultats ont montré une augmentation de 19 % du taux de violence entre les membres de la famille et une augmentation de 7 % du taux de femmes victimes de violence de la part de leurs maris. Ces données sont périodiquement mises à jour.

## Auguste comité

L'Égypte a récemment adopté un ensemble de mesures et de politiques exécutives importantes dans le domaine de la protection des femmes, dont la décision du Premier ministre de mettre au point la première unité complexe de protection contre la violence à l'égard des femmes. Un siège complexe est mis en place pour les services des autorités et ministères concernés en un seul endroit pour faciliter les procédures suivies. Un code du secteur des transports a été adopté pour promouvoir le déplacement sécurisé des femmes ainsi qu'une charte de déontologie pour promouvoir un environnement de travail sûr pour les femmes. En plus, 26 unités de lutte contre le harcèlement et les violences ont été créées au sein des universités, quatre unités d'intervention médicale au sein des hôpitaux universitaires, une unité de lutte contre les violences faites aux femmes au Ministère de la Justice, des unités dans les directions du Ministère de l'Intérieur et 27 bureaux numériques pour les bureaux de la famille au Parquet général.

Le bureau des plaintes du Conseil National des Femmes comprend un réseau de conseillers juridiques. Il compte dans sa structure administrative 80 avocats et chargés de dossiers, et 450 avocats bénévoles. Il fournit des services de soutien juridique, psychologique et social et un renvoi aux parties concernées. Jusqu'au septembre 2021, il avait reçu plus de 181 000 plaintes et demandes de renseignements.

En ce qui concerne les procédures exécutives et l'application pratique de la loi au cours de la période de janvier à septembre 2021, le bureau des plaintes a réussi à obtenir des décisions de justice en faveur de la plaignante dans 1 367 actions en justice.

Des lignes de signalement ont également été mises en place pour aider les victimes de violence sous toutes ses formes au sein du Conseil National des Femmes, des ministères de l'Intérieur et des Transports, du Conseil National de l'Enfance et de

la Maternité, du Secrétariat Général à la Santé Mentale et du Bureau du procureur général.

Les bureaux d'aide aux femmes dans les tribunaux ont reçu 552 cas. Le nombre de femmes fréquentant les bureaux fournissant le soutien aux personnes handicapées dans tous les tribunaux était de 1 177, en plus des bureaux de règlement des différends familiaux dans les tribunaux de la famille et des bureaux d'assistance juridique dans les tribunaux de première instance. En outre, 3 cliniques de médecine légale ont été créées pour effectuer des examens médicaux sur les femmes victimes dans des crimes de violence et d'agression sexuelle. Le Département de médecine légale a participé au protocole pour la création de cliniques pour femmes sûres dans les universités égyptiennes.

L'Égypte a été choisie parmi les dix premiers pays de la région des États arabes à mettre en œuvre le modèle d'ensemble de services de base pour le Fonds des Nations Unies pour la population et ONU-Femmes pour ses efforts en matière de politiques liées à l'autonomisation des femmes et à leur protection contre toutes les formes de violence, l'égalité hommes-femmes et la promulgation des lois qui traitent toutes les formes de violence. Le premier cadre national de référence pour signaler les cas de violence à l'égard des femmes a été préparé. L'ensemble de services cible le Parquet général et les ministères de la Justice, de l'Intérieur, de la Santé, de la Solidarité sociale et d'autres ministères concernés.

Une formation a été dispensée aux personnes concernées par la prestation de services aux femmes victimes de violence, dont des juges hommes et femmes, des membres du parquet administratif, des médecins légistes, des médecins et des membres du personnel infirmier des hôpitaux, des ONG, ainsi que les avocats du bureau des plaintes des femmes, les assistants sociaux et les psychologues, les policiers et les représentants des unités de lutte contre la violence, les universités, les imams, les auditeurs des tribunaux de la famille et les membres du Parquet général.

Le premier comité national pour l'élimination des mutilations génitales féminines a été formé en mai 2019. Il a réussi, avec la coopération de tous les partenaires, à réaliser 81 millions d'interventions de sensibilisation et de contacts jusqu'en septembre 2021. Pendant la pandémie du virus Corona, de vastes campagnes de sensibilisation et médiatiques ont été organisées pour sensibiliser aux dangers de ce crime. Des amendements législatifs ont été adoptés pour resserrer la sanction afin de le prévenir.

En ce qui concerne les procédures exécutives et l'application pratique de la loi au cours de la période de janvier à fin septembre 2021, 132 signalements ont été reçus, dont 92 cas dans lesquels le crime a été prévenu. Le nombre de signalements relatifs aux crimes de mutilations génitales féminines, qui ont déjà été commis, a atteint 40, et par conséquent lesdits cas ont été renvoyés au Parquet général pour s'en occuper. Une peine aggravée privative de liberté a été récemment prononcée en vertu de la nouvelle loi.

## Auguste comité

Le taux de représentation des femmes au parlement égyptien est passé à 28%. Le Président de la République a doublé les nominations au Sénat atteignant 14%. En outre, le taux au sein du Conseil des ministres a atteint 25%, 56% dans le corps diplomatique, 27 % dans les postes de vice-ministres, 31 % des vice-gouverneurs et 44 % des membres du Conseil National des Droits de l'Homme.

Une conseillère du Président de la République pour la sécurité nationale en (2014) a été nommée devenant ainsi la première femme à occuper ce poste prestigieux. Elle fait partie des 12 conseillers des présidents de la république du monde.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Égypte, deux femmes ont accédé au poste de gouverneur, en sus d'autres postes tels que première présidente d'un tribunal économique, première vice-gouverneur de la Banque centrale, première présidente du Conseil National des Droits de l'Homme. En plus, c'est une femme qui dirige le Forum Mondial de la Jeunesse et qui est adjointe du Président du Sénat.

Nous trouvons 1 988 femmes sur un total de 4 635 fonctionnaires au Parquet administratif, 37 conseillères du président de l'Autorité du Contentieux de l'État, 677 conseillères auprès de l'Autorité du contentieux de l'État et 66 femmes juges. Cette étape est survenue après 72 ans de lutte, notamment avec l'adhésion de 98 femmes juges au Conseil d'État et 11 au Parquet général. Nous portons davantage d'espairs partant du début de l'échelle judiciaire.

Des programmes de sensibilisation ont été lancés pour les femmes sur l'importance de participation aux élections, le droit de vote, en sus des programmes de formation et guide ainsi que la délivrance gratuite des cartes nationales d'identité pour les femmes, atteignant environ 965 000 cartes gratuites. L'Académie Nationale de Formation a été créée et dirigée par une femme. Elle vise à répondre aux exigences



de développement humain des jeunes cadres dans tous les secteurs de l'État et à améliorer leurs capacités et leurs compétences. Les principes d'égalité et d'autonomisation des femmes ont été intégrés dans leurs programmes d'études ciblant les employés de l'État.

### Auguste comité

En plus de ce qui est mentionné dans le rapport, l'Égypte préside le Conseil exécutif de l'Organisation pour le Développement de la Femme de l'OCI et occupe le poste de Secrétaire général adjoint des Nations Unies, de directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et de président du siège de l'Organisation internationale.

### Auguste comité

Le taux de femmes diplômées des universités publiques et privées a atteint 57,8% et 56% des femmes ont obtenu des diplômes de master et de doctorat.

Le taux de scolarisation des filles a atteint 49,2%. En plus, le taux de scolarisation des filles dans l'enseignement pré-universitaire dans les zones rurales a convergé par rapport à celui dans les zones urbaines au cours des trois dernières années. Le taux de scolarisation des filles dans les zones rurales a augmenté par rapport aux zones urbaines au cours des deux dernières années. Un guide pour la promotion de l'égalité hommes-femmes et de l'égalité des chances en matière d'éducation a été élaboré. Les programmes scolaires et supports pédagogiques à tous les niveaux d'enseignement comprenaient le rôle des femmes et le mécanisme de leur promotion. Le taux de scolarisation d'étudiantes réfugiées et nouvellement arrivées aux écoles égyptiennes a augmenté au cours des trois dernières années, avec un taux de scolarisation moyen d'environ 48%.

Le taux de filles qui abandonnent l'école a diminué de 4,5% en 2014-2015 à 2,5% en 2019-2020. En outre, le taux d'analphabétisme chez les femmes a diminué en passant de plus de 30 % en 2014 à environ 20 % en 2020.

Les « écarts entre les sexes » dans les cycles de l'enseignement en Égypte ont disparu. L'Égypte a rejoint la catégorie des pays à développement humain élevé grâce à toutes ces réalisations.

## Auguste comité

Dans le domaine de l'autonomisation économique et du travail des femmes, qui constitue l'un des plus grands défis, le taux de chômage des femmes est passé de 24 % en 2014 à 17,7 % en 2020. Le taux de participation des femmes à la population active a diminué à 16,8 % en 2020. En outre, le taux de femmes ayant des comptes bancaires est passé à 47,5% contre 27% en 2017.

En ce qui concerne les instruments d'intégration des principes d'autonomisation des femmes, l'Égypte a mis en place des instruments internationaux en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale, le Forum économique mondial et ONU-Femmes.

## Auguste comité

L'Initiative présidentielle pour la santé des femmes a été lancée pour le dépistage précoce du cancer du sein et la détection d'autres maladies. Elle a couvert 19 millions de femmes, ce qui a entraîné une diminution de 50% du taux de femmes atteintes de la maladie du troisième et du quatrième degré au premier et au deuxième degré.

Des services d'autonomisation sociale sont fournis aux femmes, puisque 31,3 millions de femmes ont bénéficié de cartes de rationnement. En plus, 75% des femmes du total des bénéficiaires ont profité des programmes de protection sociale jusqu'en février 2021, et 64% des femmes ont bénéficié des programmes de formation de l'Agence de Développement des micros, petites et moyennes entreprises.

Les femmes rurales reçoivent une attention particulière de l'Égypte, étant donné que le taux de femmes du secteur informel qui ont bénéficié d'un soutien en espèces a atteint 47,4 %. La valeur du revenu mensuel des femmes rurales pionnières a augmenté.

Les femmes rurales ont également été intégrées dans des programmes d'épargne, de crédit et d'inclusion financière en partenariat avec les Nations Unies et la Banque centrale, ciblant 500 000 femmes. Les allocations pour les femmes dans le plan de développement familial s'élèvent à 2,9 milliards LE.

Le programme «Haya Karima» (vie décente) a été récemment lancé en 2021. Il vise à renforcer les infrastructures et comprend des programmes d'autonomisation économique et sociale. C'est le plus grand programme de développement jetant la lumière sur les femmes et la planification en Égypte et dans le monde entier. Il

comprend l'allocation de 800 milliards LE à 58 millions de citoyens dont 50% sont des femmes.

### Auguste comité

En plus de ce qui était indiqué dans le rapport, plusieurs amendements ont été apportés, notamment la tutelle aux biens, la criminalisation de l'intimidation et la protection des victimes d'agression sexuelle et de harcèlement, outre la protection des données personnelles en ligne et le durcissement des sanctions de mutilations génitales féminines pour la troisième fois par le Code pénal

Bien que le Code du statut personnel soit encore en cours de préparation, de nombreux amendements ont été approuvés et sont liés à des questions de statut personnel.

Il existe des lois que nous espérons encore voir adopter, telles que la promulgation de la loi visant à empêcher le mariage des enfants, le renforcement des procédures pour empêcher les mariages forcés et temporaires, la proposition d'un projet de réglementation du travail domestique, outre la promulgation d'un Code pénal alternatif pour ceux qui sont endettés en "remplaçant les peines privatives de liberté par le service public". En outre, davantage d'amendements législatifs ont été ajoutés au Code pénal pour la protection des témoins et des dénonciateurs ainsi qu'une nouvelle loi sur le statut personnel qui garantit l'intérêt supérieur de l'enfant et promeut les droits des femmes. Nous œuvrons à promulguer une loi-cadre pour protéger les femmes contre la violence, comprenant des amendements au Code pénal et au Code de procédure pénale en ce qui concerne les articles discriminatoires, et criminaliser toutes les formes de discrimination.

### Auguste comité

La constitution accorde une attention particulière aux personnes handicapées et leur a alloué un quota de représentation au Parlement.

Le Ministère de la Solidarité sociale fournit également une variété de services aux femmes handicapées, dont : réadaptation, physiothérapie, accueil de jour et de nuit, formation et bourses pour les étudiantes aveugles.

Des visites périodiques à la prison pour femmes et des réunions de sensibilisation sur la santé publique sont organisées. Des soins de santé et des services de base leur sont fournis tels que des cours d'alphabétisation et une bibliothèque intégrale, outre la possibilité pour les détenues de terminer leurs études et la mise à disposition d'unités de production. Les femmes sont payées pour vendre leurs produits, en plus de la disponibilité des activités sportives.

La mère détenue a le droit de garder son enfant auprès d'elle jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de quatre ans et d'obtenir le droit de visite après cet âge.

### Auguste comité

L'Égypte place l'agenda des femmes, de la sécurité et de la paix au centre de ses efforts et tentatives internationales et régionales pour parvenir à la paix, et ce à la lumière d'une forte volonté politique et d'un engagement sincère en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles. L'Égypte est l'un des principaux contributeurs aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le premier plan national égyptien pour les femmes, la paix et la sécurité est en cours de préparation.

En ce qui concerne le changement climatique et environnemental, des camps environnementaux ont été mis en place, visant à former les femmes et à les encourager à s'engager dans des industries respectueuses de l'environnement telles que les projets de recyclage des déchets, l'agriculture biologique, la production de biogaz et l'énergie alternative. Une campagne de sensibilisation a été menée à la gestion durable des eaux pluviales et une initiative a été lancée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre

### Auguste comité

L'Égypte a été le premier pays au monde (avec le témoignage des Nations Unies) à émettre une politique de réponse rapide à la situation des femmes pendant la pandémie de Covid-19, et le premier pays au monde à mettre en place un mécanisme de suivi des mesures prises par l'État en réponse aux besoins des femmes.

Le Programme des Nations Unies pour le développement et ONU-Femmes ont publié un rapport confirmant que l'Égypte est le premier État au Moyen-Orient, en

Afrique du Nord et aux pays arabes à prendre des mesures qui tiennent compte des besoins des femmes durant la pandémie.

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à l'unanimité une résolution égyptienne sur le renforcement d'une réponse nationale et internationale rapide à l'impact du Covid-19 sur les femmes et les filles.

Cinq rapports ont été publiés suivant 165 politiques et mesures préventives qui soutiennent les femmes égyptiennes depuis mars 2020 jusqu'à janvier 2021.

### Auguste comité

Malgré les grandes réalisations et les gains mentionnés dans le rapport, ainsi que la préservation des acquis antérieurs qui ont été obtenus pour les femmes égyptiennes dans le domaine de l'égalité et de la non-discrimination, des défis subsistent que nous œuvrons à les relever en partenariat avec les parties et ministères concernés et la société civile, dont : la persistance de certains héritages culturels négatifs qui fait enraciner la discrimination contre les femmes, en sus du faible pourcentage de femmes dans la population active, ce qui représente le principal défi auquel les femmes égyptiennes sont actuellement confrontées.

### Pour conclure,

J'affirme l'engagement de l'Égypte aux deux niveaux constitutionnel et juridique envers les principes de non-discrimination, d'équité et d'égalité des chances. En outre, les droits de l'homme et les libertés en vertu de la constitution constituent une valeur suprême comprenant des droits qui ne peuvent être abandonnés, divisés ou aliénés. Les principes sont considérés comme des textes constitutionnels auxquels le législateur est lié, et il ne peut y déroger, les violer, y porter atteinte ou les interrompre que par les règles et procédures stipulées dans la constitution et sous le contrôle du pouvoir judiciaire.